



Avril 2010

Justice sociale, droits, redistribution de la richesse ! Depuis 40 ans, les québécois se sont mobilisés pour une société solidaire, avec des services publics de qualité et accessibles.

Les politiques libérales des dernières années détruisent ces acquis sociaux.

Le budget du gouvernement Charest est une attaque frontale de plus...

Ce que dit le gouvernement :

- Selon le ministre Bachand, la situation financière du Québec est alarmante : déficit annuel de près de 5 milliards \$, dette trop élevée, coûts de santé qui explosent...
- Il faut renflouer les caisses de l'État et retrouver à l'équilibre budgétaire d'ici 2014.

Comment veut s'y prendre Québec ?

- En réduisant les dépenses des différents ministères.
Le gouvernement dit assumer **62 %¹** de l'effort pour faire disparaître le déficit.
- En augmentant les revenus par la hausse des tarifs pour la santé, l'éducation, l'électricité, et par la hausse des taxes à la consommation (TVQ).
Ces revenus seront surtout pris dans la poche de la population, qui se fait imposer **31%** de l'effort financier, tandis que les entreprises ne devront faire que **7%**.

Comment on en est arrivé là ?

- Le déficit actuel est dû en partie au choix des gouvernements de **baisser les impôts sur le revenu**. Cette mesure a bénéficié surtout aux entreprises et aux personnes les plus riches, et a privé le gouvernement de 5 milliards depuis 2007².
- Le déficit est également dû à **la crise financière et à la récession économique**. Depuis 2008, le gouvernement a investi des milliards pour relancer l'économie.
→ ***Maintenant, le gouvernement décide de faire payer aux citoyens les effets d'une crise budgétaire provoquée par les politiques du gouvernement et par la haute finance...***

Un virage dangereux dans la façon de financer nos services publics :

- Jusqu'à la fin des années 80, le système fiscal permettait une **meilleure redistribution de la richesse** et garantissait à tous le **droit à des services essentiels**.
- Maintenant, le gouvernement renonce à augmenter ses revenus par les impôts, sous prétexte que cela nuirait à l'économie. Selon Jean Charest, accentuer la **tarification** (faire payer les individus pour l'utilisation des services) est la seule option possible.
→ ***Ce virage aura des conséquences désastreuses sur l'accessibilité et la qualité de nos services publics.***
→ ***Ce sont les personnes pauvres et la classe moyenne qui seront les plus touchées par la tarification et les compressions. Elles devront réduire leurs dépenses, s'endetter, ou même se priver de services essentiels.***



FIN DE LA GRATUITE DES SOINS DE SANTE (+1,5 Milliard)

Une contribution santé

- Prélevée chaque année à même les impôts pour payer une partie des dépenses en santé.
- Chaque adulte paiera 25 \$ en 2010, 100 \$ en 2011, **200 \$ à partir de 2012.**
- Que l'on gagne 20 000 ou 200 000 \$, la contribution annuelle sera la même. Seules les personnes avec un revenu de moins de 14 200 \$ et les familles avec moins de 29 165 \$ par année ne paieront pas cette taxe.

Une « franchise santé », sorte de ticket-modérateur : *plus tu es malade, plus tu paies...*

- **25 \$** pour chaque visite médicale, pour un maximum de 250 \$ par année
 - Cette mesure serait appliquée à partir de 2013.
- *Les gens les plus malades et les plus démunis consulteront moins, pas parce qu'ils en auront moins besoin, mais parce qu'ils n'auront pas l'argent pour le faire.*
- *Plus de gens risquent de tomber malade parce qu'il y a aura moins de consultation préventive.*



HAUSSE DES FRAIS D'ÉLECTRICITÉ (+1,6 Milliards)

Hausse des tarifs de 3,7 % par an à compter de 2014, pendant 4 ans, en plus des hausses habituelles. Résultat : en 2018, l'électricité coûtera 20 % plus cher qu'aujourd'hui.

- *Ces hausses surviennent alors que depuis 2004, Hydro-Québec a haussé ses tarifs de 20 % (et doublé ses profits de 2 à 4 milliards)*
- *Déjà certaines grandes entreprises bénéficient de tarifs moins chers que ceux des citoyens. Encore une fois, elles seront exemptées des hausses.*



HAUSSE DES FRAIS DE SCOLARITÉ

En plus des hausses déjà en vigueur depuis le dégel en 2007 (50 \$ de plus par session), de nouvelles hausses sont annoncées, jusqu'à 1000\$ en plus pour 2017.

- *Ces hausses vont diminuer l'accès aux études pour les populations les plus démunies et exclure des étudiants des bancs d'école.*



HAUSSE DE LA TVQ DE 2 % (+2,6 milliards)

D'ici 2012, la Taxe de Vente du Québec aura atteint **9,5 %** (elle est de 7,5% actuellement).

- *Que l'on achète un produit de luxe comme une Mercedes ou un produit de base comme du dentifrice, le taux est le même... (Bel exemple d'une taxe régressive.)*



NOUVEAU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA SOLIDARITÉ

- Regroupe trois crédits d'impôts en un seul (TVQ, fonciers, habitants des villages nordiques)
- Ajout de 510 millions aux crédits d'impôts remboursables pour la TVQ
 - ***Cette mesure est certes intéressante pour les personnes les plus pauvres. Cela dit, elle n'est qu'une mesure d'atténuation des hausses de taxe. Comme une pinotte pour rendre le reste politiquement plus acceptable.***



RÉDUCTION DES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES (+ 6,9 milliards)

- Réduction de la croissance des dépenses dans les différents programmes et les ministères (santé, éducation, aînés, familles). Au total, en 2013, c'est **5 milliards³ par an de moins**. Alors que la croissance des dépenses était de 4,8 % depuis 2003, le gouvernement se fixe un objectif de 2,2 % dès 2011.
- Mesures d'**efficacité** gouvernementale : Gel des salaires des fonctionnaires, remplacement d'un départ à la retraite sur deux pour les employés cadre, etc.
- Meilleure **rentabilité** pour Hydro-Québec et Loto-Québec.
 - ***Les 62% d'efforts financiers que le gouvernement prétend assumer en coupant dans les dépenses publiques, c'est la population qui va en payer le prix. L'Etat oublie qu'il gère le bien public !***
 - ***Les coupures, ça se traduit forcément par une réduction des services publics et de leur qualité, par des services plus chers et moins accessibles.***
 - ***Les principes que le gouvernement veut appliquer (rentabilité, efficacité, concurrence, rationalisation) viennent du secteur privé. Un pas de plus vers la privatisation ?⁴***

L'état dispose de deux moyens pour financer ses dépenses :

- L'impôt sur le revenu, à la base de notre système fiscal, est **progressif**. Il existe plusieurs paliers d'imposition en fonction des revenus. Les plus riches paient en proportion plus, tandis que les plus pauvres ne paient pas. Ainsi tous les citoyens (sauf les plus démunis) contribuent selon leurs moyens, pour la santé, l'éducation, les programmes sociaux.
- Les taxes et la tarification de services sont au contraire des mesures dites **régressives**. Riche ou pauvre, chacun doit payer le même montant. Pour les ménages les plus pauvres, ces frais prennent un plus gros pourcentage sur leurs revenus. Le riche paie donc proportionnellement moins que le pauvre...
 - Selon le **principe de l'UTILISATEUR-PAYEUR**, les dépenses en santé, en éducation, etc. ne doivent pas être assumées par la collectivité, mais par les individus. Au lieu d'être des citoyens, on est traité comme des clients, et on doit payer pour ces services. Mieux vaut être riche et en santé...

D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES !

Des solutions alternatives réalistes existent pour financer nos services publics et nos programmes sociaux. Le gouvernement doit prendre la richesse là où elle se trouve, pas dans nos poches !

- **Ajouter des paliers d'imposition** selon les revenus et revoir à la hausse les taux d'imposition pour les personnes à plus haut revenu. Rappelons qu'en 1990, il y avait 16 paliers, il n'en reste que 3 aujourd'hui.
- **Imposer à 100 % les gains en capitaux** des individus (et non à 50 % comme c'est le cas actuellement). Notons que 82% de cette exemption bénéficie aux gens qui ont des revenus de 100 000 \$ et plus.
- **Imposer davantage les entreprises.** Rappelons que 50 % des entreprises ne paient pas d'impôt, et que celles qui en paient contribuent pour seulement 11 % des impôts⁵.
- **Imposer davantage les banques**, qui ont fait 12 milliards de bénéfice en 2008.
- Réintroduire la **taxe sur le capital** pour les entreprises et diminuer les crédits d'impôts pour les grandes entreprises.
- Introduire une **TVQ progressive** en fonction de la nature des biens achetés.
- Intensifier la lutte contre **l'évasion fiscale**.

UNE MOBILISATION MASSIVE S'IMPOSE !

Le gouvernement est fermement décidé à liquider notre modèle de société et nos services publics, et à ouvrir toute grande la porte à la privatisation. Nous devons organiser la riposte pour préserver notre système universel axé sur la justice sociale et la redistribution de la richesse.

- **À Pointe-Saint-Charles**, les groupes communautaires réunis autour de la Table Action-Gardien s'organisent pour comprendre le budget, le dénoncer et agir. Amenez vos idées, impliquez-vous ! Un comité de lutte en santé est né à la Clinique communautaire.
- Au Québec, la **Coalition opposée à la tarification et la privatisation** est constituée des milieux communautaires, syndicaux, étudiants, féministes, etc. Suite à la manifestation du 1^{er} avril, elle a lancé une campagne « **Halte à Charest** » dont le symbole est une MAIN ROUGE (à épingler sur nos vêtements, sous forme de « graffiti », sur des pancartes). Bientôt, une pétition circulera. Des moyens de pressions plus forts s'organisent pour l'automne.

Le message : Jean Charest doit reculer, parce que la population, elle, ne reculera pas !

POUR PLUS D'INFOS ET S'IMPLIQUER :

Action-Gardien : <http://actiongardien.org> 514-509-0795

Clinique Communautaire : <http://ccpsc.qc.ca/> ; 514-937-9250 poste 7279

Coalition opposée à la tarification et la privatisation : www.nonauxhausse.org



SOURCES

¹ Robert Dutrisac, Le Devoir, « A l'assaut du modèle québécois », 31 mars 2010.

² Bernard Elie, « Sentiments partagés envers un important virage », Le Devoir, 1^{er} avril 2010.

³ Pierre Beaulne, Économie Autrement, « Budget du Québec pour 2010-2011 : un coup de matraque », Avril 2010.
www.economieautrement.org

⁴ IRIS, « Budget 2010 : comment financer les services publics ? », mars 2010. www.iris-recherche.qc.ca

⁵ MÉPACQ, C'est (encore) à vous de payer pour la crise ! Non aux hausses de tarifs !